

Au Mozambique, un péril djihadiste venu du nord

Révélé par une attaque en octobre 2017, un groupe d'islamistes radicaux reste actif près de la Tanzanie

REPORTAGE

MOCIMBOA DA PRAIA
(MOZAMBIQUE) - *envoyé spécial*

Mocimboa da Praia, jeudi 5 octobre 2017, 1 heure du matin. Dans cette bourgade sans histoire située tout au nord du Mozambique, quatre jeunes en tunique se rendent au poste de police au beau milieu de la nuit. Les deux premiers tiennent fermement le troisième, qu'ils présentent comme un voleur tout juste attrapé. Tandis que l'officier de garde se retourne pour prendre leur déposition, le quatrième sort une machette de sous son vêtement.

Au même moment, leurs acolytes attaquent deux autres garnisons avec des mitraillettes. Pendant quarante-huit heures, la ville est prise en otage, le temps que des renforts de l'armée affluent de toute la région pour les déloger. A la fin des combats, le bilan de cette toute première attaque djihadiste est sans appel : deux morts chez la police, 14 parmi les assaillants, et d'innombrables blessés.

L'irruption d'un groupe armé de jeunes musulmans radicalisés a pris le Mozambique par surprise. Jusque-là, l'Afrique australe était épargnée par la menace islamiste qui touche le reste du continent. Ce groupe, la population les appelle les « Al-Shabab », de l'arabe, « les jeunes ». La plupart sont des Mozambicains issus du nord du pays, qui n'auraient, selon les autorités, pas de lien apparent avec les Chabab somaliens, le groupe terroriste qui contrôle une partie de la Somalie depuis 2006 et mène des attentats au Kenya.

Chassés de Mocimboa par l'armée, les survivants se sont, depuis, réfugiés dans l'épaisse forêt qui borde cette ville côtière, d'où ils mènent des raids sporadiques mais sanglants contre les villages alentour. Assassinats de villageois à la machette, femmes enlevées

puis mariées de force, maisons brûlées : la population est en première ligne. Depuis une relative accalmie fin janvier, les forces de police et le gouvernement assurent, au diapason, que la situation est « calme et sous contrôle ».

Sur place, le souvenir des « événements du 5 octobre » hante la population. « Les jeunes du groupe on les connaissait : certains étaient nos amis, des membres de notre famille, d'autres venaient des districts alentour », explique Juma Twaibo, dans le quartier de

Nanduadua. Ce chauffeur de minibus habite à une trentaine de mètres du lieu où les « Al-Shabab » avaient édifié leur mosquée. Le groupe s'y réunissait depuis 2014. Aujourd'hui, ce n'est plus qu'un tas de gravats, depuis que le gouvernement a ordonné sa destruction, fin octobre.

Le quartier a été aux premières loges de leur processus de radicalisation, qui n'est pas récent. « Avant ils étaient comme nous, ils priaient comme nous. Puis ils ont commencé à nous traiter de "mauvais musulmans", et ils ont construit leur propre mosquée », explique Ussene Amisse, un autre voisin, professeur dans une madrasa.

Arrestation de 470 personnes

Le comportement de ces jeunes intriguait, d'abord et avant tout parce qu'ils osaient entrer en chaussures dans la salle de prière. Ils interdisaient également à leurs enfants d'aller à l'école, à leurs adeptes de voter, et appelaient à défier l'Etat. « Il a suffi qu'ils regardent des cassettes sur l'Etat islamique et la Somalie, pour qu'ils décident de faire la même chose », soupire le jeune homme. Comme ailleurs, en Afrique, certains ont étudié en Arabie saoudite et au Soudan.

Le choc des attaques a laissé place à une répression féroce des autorités. D'après la police, depuis octobre, 470 personnes ont été arrêtées. Pour ne pas froisser l'élite

musulmane, grande contributrice du parti au pouvoir, dans ce pays comptant un tiers de musulmans,

le gouvernement a, dans un premier temps, soigneusement évité de parler de « fondamentalisme », voire même de « terrorisme ».

Pour le Mozambique, cette nouvelle menace tombe au plus mal. Ces derniers mois, le processus de paix entre le gouvernement et l'opposition armée de la Renamo, l'ancienne rébellion de la guerre civile (1976-1992), qui a repris du service en 2013, est parvenu à des progrès significatifs. Tout regain d'instabilité est malvenu.

Surtout, Mocimboa se trouve à seulement 80 km des futures installations d'extraction gazière, qui doivent faire basculer le destin du pays à l'horizon 2022, lorsque les premiers cargos de gaz naturel liquéfié seront exportés. Pour ne pas effrayer les investisseurs étrangers, le gouvernement a donc tout intérêt à minimiser le phénomène.

La police s'est empressée de déclarer que rien ne reliait directement ce groupe aux Chabab somaliens. A juste titre, car les attaques n'ont, à ce jour, pas été reven-

trilletes à la main. L'un deux s'exprime dans un mélange de portugais et d'arabe, et appelle les autres musulmans du Mozambique à se rallier à leur cause.

Élément déclencheur inconnu

« Leur message paraît peu sophistiqué, il y a une grande part d'amateurisme », observe le chercheur suisse Eric Morier-Genoud. Leur refus de l'Etat et leur mode opératoire, notamment les enlèvements de femmes font plus penser à Boko Haram qu'aux Chabab. Dans cette région pauvre, la marginalisation des populations, qui ne profitent pas des retombées liées à la découverte du gaz, aiguise leur ressentiment et offre un contexte favorable à une insurrection dirigée contre l'Etat.

Mais l'élément déclencheur, qui a poussé ces jeunes à prendre les armes, reste la grande inconnue. Les réponses sont peut-être à aller chercher de l'autre côté de la frontière. « La Tanzanie a connu un scénario similaire il y a quelques années, et ils ont réussi à combattre ces groupes. On sait que beaucoup d'entre eux sont allés se réfugier en République démocratique du Congo pour se réorganiser », explique le porte-parole de la police,

Inacio Dina, à Maputo. Trois jeunes Mozambicains ont ainsi récemment été expulsés, après le démantèlement d'un camp d'entraînement congolais, et remis aux autorités mozambicaines, précise-t-il. « A Mocimboa, une cinquantaine de Tanzaniens ont été arrêtés. Certains ont reconnu avoir causé des troubles dans leur pays par leur passé », ajoute-t-il.

Depuis les forêts, le noyau dur semble déterminé à poursuivre les attaques coûte que coûte. Début mars, un nouveau raid a fait un mort, la moitié d'un village a été brûlée. L'existence de ces réseaux djihadistes transnationaux laisse craindre de les voir resurgir n'importe où, n'importe quand. ■

ADRIEN BARBIER

« Leur refus de l'Etat et leur mode opératoire font plus penser à Boko Haram qu'aux Chabab »

ERIC MORIER-GENOUD
chercheur

diquées, et les leaders du groupe n'ont toujours pas été formellement identifiés.

Une vidéo postée en janvier sur les réseaux sociaux constitue pour l'instant leur unique message au monde extérieur. Sur ce document, cinq hommes apparaissent le visage couvert, mi-

LE CONTEXTE

DEUX GUERRES

En 1964, le Frelimo (marxiste) lance la guerre d'indépendance contre les forces coloniales portugaises. L'indépendance est acquise le 25 juin 1975. Le pays devient une république socialiste dirigée par le Frelimo, parti unique. L'année suivante, la Renamo, un mouvement anti-marxiste soutenu par l'Afrique du Sud et les Etats-Unis, lance une guerre civile qui dure seize ans et cause 1 million de morts. Des accords de paix mettent fin au conflit en 1992.